

**DÉCISION MUNICIPALE N°2024\_129**

**OBJET : SERVICE VIE ASSOCIATIVE / CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE SALLE DE REUNION « SOUS-SOL PMI », EN DATE DU 16 OCTOBRE 2024, A INTERVENIR AVEC LA S.A.S « IMMO DE FRANCE » DE PONTOISE**

Le Maire de la Commune de Pierrelaye,

**AGISSANT** en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°8/2020 en date du 26 mai 2020 publiée et déposée en Sous-Préfecture d'Argenteuil, relative aux délégations de pouvoirs données au Maire par le Conseil Municipal conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 résultant des dispositions de l'article 8 de la Loi du 31 décembre 1970, sur la Gestion Municipale et les Libertés Communales,

**VU** le Budget Communal,

**CONSIDERANT** que la Commune est propriétaire de locaux permettant la réalisation de réunions,

**CONSIDERANT** la possibilité offerte par la Commune de mettre à disposition des acteurs de la vie locale ses locaux à titre onéreux,

**CONSIDERANT** la demande émise par Madame Cindy APPERT, assistante de copropriété de la S.A.S « Immo de France », pour le syndicat de copropriété 18 à 22 rue des Tilleuls, à Pierrelaye ;

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

**Signer** une convention de mise à disposition de locaux à titre onéreux, avec Madame Cindy APPERT, assistante de copropriété de la S.A.S « Immo de France », pour le syndicat de copropriété sis 18 à 22 rue des Tilleuls, à Pierrelaye.

**Article 2 :**

**Mettre** à disposition la salle de réunion « Sous-sol PMI » domiciliée au 42 bis rue Victor Hugo, à Pierrelaye, le mercredi 5 septembre 2024 de 18h00 à 21h00, pour un montant de 200 euros.

**Article 3 :**

**Adresser** la présente décision à Monsieur le Préfet du Val d'Oise pour accomplissement du contrôle de la légalité et l'**inscrire** au Registre des décisions.

Transmis en Préfecture le : 11/07/2024  
Publié(e) le : 11/07/2024  
Exécutoire le : 11/07/2024

Fait à PIERRELAYE, le 11/07/2024

Le Maire,



Michel VALLADE



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX A TITRE ONEREUX

Convention entre :

D'une part,

**La Commune de Pierrelaye**, représentée par son Maire Michel VALLADE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°08/2020 en date du 26 mai 2020 publiée et déposée en sous-préfecture d'Argenteuil relative aux délégations de pouvoirs au Maire par le Conseil Municipal conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, dont le siège est Hôtel de ville, 42 bis rue Victor Hugo 95480 PIERRELAYE,

Ci-après désignée par « **La Commune** »,

Et

D'autre part :

**La S.A.S « Immo de France »**, représenté par Madame Cindy APPERT, agissant en sa qualité d'assistante de copropriété, dont le siège social est situé 38 rue de Rouen, 95300 PONTOISE,

Ci-après désignée par « **La Société** »,

### Préambule :

Dans le cadre de sa politique de soutien aux acteurs de la vie locale, la Commune de Pierrelaye, propose la mise à disposition de locaux dont elle est propriétaire à titre onéreux.

Pour faire suite à la demande émise par Madame Cindy APPERT, assistante de copropriété de la société « Immo de France » à Pontoise, et du syndicat de copropriété 18 à 22 rue des Tilleuls, à Pierrelaye.

Il est arrêté ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

La Commune met à disposition de la Société afin de réaliser l'assemblée générale de son syndicat de copropriété 18 à 22 rue des Tilleuls, à Pierrelaye, la salle meublée (chaises et tables) « Sous-sol PMI », au 42, bis rue Victor Hugo.

Par conséquent au regard des activités réalisées au sein du bâtiment (service public), la présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la Commune, et revêt un caractère précaire et révocable.

### Article 2 : Engagements respectifs

La Commune mettra à disposition du cabinet, la salle de réunion en état de fonctionnement.

La Société prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, celle-ci déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités.

La Société s'engage à utiliser les installations mises à sa disposition conformément à leur destination, dans le respect des lois, règlements et consignes de sécurité.

Le Syndicat de copropriété s'engage à respecter et mettre en œuvre le protocole sanitaire en vigueur à la date de mise à disposition.

La Société s'engage à restituer les locaux dans un état semblable à celui constaté lors de la mise à disposition.

### **Article 3 : Durée**

La présente convention est conclue pour la période du 16 octobre 2024 de 18h00 à 21h00.

### **Article 4 : Tarification**

La présente convention est accordée, moyennement le règlement de la somme de 200 euros, possible par chèque ou virement bancaire.

La mise à disposition ne pourra être effective qu'une fois le règlement effectif.

### **Article 5 : Assurance**

La Société sera responsable de tout dommage pouvant survenir durant la mise à disposition, tant aux personnes qu'aux biens de la Commune ou de la Société ; et ceci indifféremment si ce dommage est causé par elle-même, ses employés, des mandataires ou par des personnes ayant assistées ou pris part à la réunion.

La Société s'assurera contre tout risque résultant de son activité dans le cadre de la mise à disposition, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

La Société devra fournir à la Commune avant la mise à disposition le justificatif de son assurance.

### **Article 6 : Dénonciation de la convention**

Les parties pourront notamment dénoncer la présente pour des raisons de trouble à l'ordre public, en cas de force majeure, ou de l'évolution de la réglementation sanitaire. L'un des contractants informera l'autre par lettre recommandée. En cas de rupture du contrat, aucune indemnité ne sera due par aucune des parties liées par la présente.

### **Article 7 : Litige sur les dispositions de la convention**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de l'Hautil, BP 30322, 95027 CERGY-PONTOISE, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

### **Article 8 : Election de domicile des parties à la convention**

Pour l'exécution de la présente, les parties font élection de domicile :

- La Commune de Pierrelaye, Hôtel de ville, 42 bis rue Victor Hugo, 95480 PIERRELAYE
- La S.A.S « Immo de France », 38 rue de Rouen, 95300 PONTOISE.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Pierrelaye, le 11/07/2024

Pour la Commune de Pierrelaye,  
Le Maire de Pierrelaye,



Michel VALLADE



A Pontoise, le

Pour la S.A.S « Immo de France »,  
L'assistante de copropriété,

Cindy APPERT